

COMMISSION de SURVEILLANCE du SECTEUR FINANCIER



NEWSLETTER

N° 166
Novembre 2014

Newsletter de la CSSF

Conception et rédaction : Secrétariat général de la CSSF
110, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg
Adresse postale (P&T) : L-2991 Luxembourg
Tél. : (+352) 26 251-560
E-mail : direction@cssf.lu
Site Internet : www.cssf.lu

RESSOURCES HUMAINES

Depuis la publication de la dernière Newsletter, la CSSF a recruté 10 nouveaux agents. Ces agents ont été affectés aux services suivants :

Métier OPC

Laura GEHLKOPF

Georg KIEFER

Günther MATTHYS

Surveillance générale et transversale

Rossana POLLIO

Single Supervisory Mechanism (SSM)

Jean-François CARPANTIER

Fernando PEREZ

Systèmes d'informations et surveillance des PSF de support

Elisa ALBRECHT

Pierre DESTRÉE

Surveillance des banques

Tom DHAENENS

Sophie GODIN

La CSSF compte 551 agents, dont 281 hommes et 270 femmes au 30 novembre 2014.

ACTUALITES

■ PUBLICATION D'UN DOCUMENT DE CONSULTATION PAR L'EIOPA

Consultation on Further Work on Solvency of IORPs :

<https://eiopa.europa.eu/en/consultations/consultation-papers/index.html>

La consultation est ouverte jusqu'au 13 janvier 2015.

■ DOCUMENT DE CONSULTATION DE L'AUTORITE EUROPEENNE DES MARCHES FINANCIERS (« ESMA ») SUR LA REFONTE DES NORMES TECHNIQUES RELATIVES AU REPORTING SOUS L'ARTICLE 9 D'EMIR

L'ESMA a publié en date du 10 novembre 2014 un document de consultation publique relatif à des normes techniques de réglementation (« regulatory technical standards » ; RTS) et de normes techniques d'exécution (« implementing technical standards » ; ITS) portant sur la refonte des règles de reporting sous l'article 9 du règlement UE n°648/2012 sur les produits dérivés de gré à gré, les contreparties centrales et les référentiels centraux (règlement EMIR).

Les détails spécifiques décrits dans le document de consultation visent à introduire les modifications suivantes par rapport aux normes techniques existantes:

- Clarification de certains champs de données et/ou leur description;

Commission de Surveillance du Secteur Financier

- Adaptation des champs existants à la méthodologie du reporting actuellement prescrite par les questions-réponses, ou afin de refléter des manières spécifiques de les remplir ;
- Introduction de nouveaux champs et des valeurs y afférentes pour refléter la pratique de marché ou des exigences réglementaires.

Le document de consultation est disponible sur le site internet de l'AEMF à l'adresse suivante :

<http://www.esma.europa.eu/consultation/Consultation-Review-technical-standards-reporting-under-Article-9-EMIR>

La consultation publique dure jusqu'au 13 février 2015 et les réponses peuvent être envoyées en utilisant le formulaire disponible sur le site :

<http://www.esma.europa.eu/consultation/75505/response>

AVERTISSEMENTS

■ AVERTISSEMENTS PUBLIES PAR L'OICV-IOSCO

Plusieurs avertissements ont été publiés sur le site Internet de l'OICV-IOSCO à l'adresse :

http://www.iosco.org/investor_alerts/

SANCTIONS

■ FONDS D'INVESTISSEMENT SPECIALISES (FIS)

Conformément à l'article 51(1) de la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés, la CSSF a infligé une amende d'ordre aux dirigeants de douze fonds d'investissement spécialisés pour non transmission du rapport financier annuel.

Conformément à l'article 51(1) de la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés, la CSSF a infligé une amende d'ordre aux dirigeants de douze fonds d'investissement spécialisés pour non transmission de la lettre de recommandation ("management letter").

■ SOCIETE D'INVESTISSEMENT EN CAPITAL A RISQUE (SICAR)

Conformément à l'article 17(1) de la loi du 15 juin 2004 relative aux sociétés d'investissement en capital à risque, la CSSF a infligé une amende d'ordre aux dirigeants de deux sociétés d'investissement en capital à risque pour non transmission du rapport financier annuel.

■ EMETTEURS DE VALEURS MOBILIERES

Depuis la publication de la dernière Newsletter, la CSSF a prononcé trois amendes administratives à l'égard d'émetteurs qui n'ont pas donné suite à une injonction relative à la publication de rapports financiers dans le cadre de la loi du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence sur les émetteurs de valeurs mobilières (la "Loi Transparence").

En plus, la CSSF a prononcé, en date du 10 octobre 2014, une amende administrative à l'encontre de l'émetteur RoadChef Finance Limited et a demandé, conformément à l'article 22(2)(d) de la Loi Transparence, la suspension de la négociation sur le marché réglementé des valeurs mobilières émises par cet émetteur.

Une amende administrative a été prononcée à l'égard d'un émetteur qui n'a pas respecté les délais légaux fixés par l'article 11 (6) de la Loi Transparence en ce qui concerne la publication des notifications de participations importantes.

Conformément à l'article 25(1) de la Loi Transparence, la CSSF a prononcé une amende administrative à l'encontre d'un émetteur qui n'a pas donné suite à des demandes de la CSSF dans le cadre de sa mission de contrôle de l'information financière telle que prévue par l'article 22(2)(h) de cette même loi.

REGLEMENTATION NATIONALE

■ CIRCULAIRE CSSF 14/595

Déclarations du GAFI concernant

- 1) les juridictions dont le régime de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme présente des déficiences substantielles et stratégiques ;
- 2) les juridictions dont les progrès ont été jugés insuffisants ;
- 3) les juridictions dont le régime de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme n'est pas satisfaisant

Cette circulaire concerne les déclarations du GAFI relatives aux juridictions dont le régime de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme présente des déficiences substantielles et stratégiques, aux juridictions dont les progrès ont été jugés insuffisants et aux juridictions dont le régime de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme n'est pas satisfaisant.

■ CIRCULAIRE CSSF 14/594

Transposition des orientations de l'ABE concernant le taux d'actualisation notionnel applicable à la rémunération variable

Cette circulaire a pour objet de transposer au Luxembourg les orientations de l'ABE concernant le taux d'actualisation notionnel applicable à la rémunération variable publiées le 27 mars 2014.

■ CIRCULAIRE CSSF 14/593

Exigences en matière de reporting applicables aux établissements de crédit à partir de 2014

Cette circulaire a pour objet d'informer les établissements de crédit sur les évolutions récentes et à venir en matière de reporting.

MECANISME DE SURVEILLANCE UNIQUE (MSU/SSM)

(uniquement en anglais)

■ EUROPEAN CENTRAL BANK (ECB)

Public consultations

- 23 October 2014 – [Launch of a public consultation on draft Regulation on reporting of supervisory financial information](#)

The ECB has published a draft regulation on reporting of supervisory financial information for public consultation. This draft regulation lays down the requirements regarding reporting on supervisory financial information to be submitted to national competent authorities (NCAs) and the ECB by supervised banks.

This reporting includes information on balance sheet items such as financial assets, non-performing exposures and financial liabilities as well as on income and expenses such as impairment due to credit losses.

The consultation runs until 4 December 2014.

Publications

- 4 September 2014 – [Final list of significant credit institutions](#)

Commission de Surveillance du Secteur Financier

The ECB has published a list containing the name of each supervised entity and supervised group which is directly supervised by the ECB (significant credit institutions) and a list of entities supervised by a national competent authority (less significant credit institutions).

For the related press release, please click here:

http://www.ecb.europa.eu/press/pr/date/2014/html/pr140904_2.en.html

- 17 September 2014 – [Decision of the European Central Bank on the implementation of separation between the monetary policy and supervision functions of the European Central Bank \(ECB/2014/39\)](#)

This Decision sets out the arrangements complying with the requirement to separate the ECB's monetary policy function from its supervisory function, in particular with respect to professional secrecy and the exchange of information between the two policy functions.

- 29 September 2014 – [Guide to banking supervision](#)

This guide explains how the SSM will function and gives guidance on the SSM's supervisory practices. This guide sets out:

- the supervisory principles of the SSM;
- the functioning of the SSM, including:
 - the distribution of tasks between the ECB and the NCAs of the participating Member States;
 - the decision-making process within the SSM;
 - operating structure of the SSM;
 - the supervisory cycle of the SSM;
- the conduct of supervision in the SSM including:
 - authorisations, acquisitions of qualifying holdings, withdrawal of authorisation;
 - supervision of significant institutions;
 - supervision of less significant institutions;
 - overall quality and planning control
- 30 October 2014 – [ECB Regulation on supervisory fees](#)

The ECB has published the ECB Regulation on supervisory fees which has been approved by the Governing Council following a public consultation which included a public hearing. The regulation sets out the arrangements under which the ECB will levy an annual supervisory fee for the expenditures incurred in relation to its new role as from the 4 November 2014.

For the official text of the Regulation on supervisory fees, please click here:

http://www.ecb.europa.eu/ecb/legal/pdf/oj_jol_2014_311_r_0006_en_txt.pdf

[Feedback Statement – Responses to the public consultation on the draft Regulation of the European Central Bank on supervisory fees](#)

This document is intended to give an overview of the comments received during the public consultation on the draft ECB Regulation on supervisory fees and to present an assessment of those comments. It explains the amendments made to the ECB Regulation on supervisory fees as a result of the public consultation.

Speeches

- 2 September 2014 - "[On the optimal size of the financial sector](#)" – Benoît Coeuré, Member of the Executive Board of the ECB, at the ECB Conference "The optimal size of the financial sector", Frankfurt

Commission de Surveillance du Secteur Financier

M. Coeuré addresses the issue relating to the optimal size of the financial sector, as well as the issue of the size of the individual financial institutions (“too big to fail”). He highlights the benefits and the potential of the components (Single Supervisory Mechanism and Single Resolution Mechanism) of a “genuine banking union”.

- 3 September 2014 - “Countdown to November: European supervision ready for lift-off” – Sabine Lautenschläger, Member of the Executive Board of the ECB, at the Handelsblatt Konferenz “Banken im Umbruch”, Frankfurt am Main

This speech aims at illustrating the benefits of the new Single Supervisory Mechanism (such as the incorporation of the perspectives of 18 Member States into a common European supervision culture, central decision making).

- 7 September 2014 - “Banking supervision – a challenge” – Sabine Lautenschläger, Member of the Executive Board of the ECB, Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung, Hamburg

This speech addresses the issue of the interaction between the policy areas of the ECB. In fact, besides the monetary policy, the ECB is also responsible for the macro-prudential supervision of the financial system and to some extent for the supervision of individual banks. Mrs Lautenschläger illustrates the interaction between these areas of responsibility, for example by exposing how the Single Supervisory mechanism could enhance the effectiveness of monetary policy.

- 15 October 2014 – Towards the banking union – Opportunities and challenges for statistics – Seventh ECB Statistics Conference, Frankfurt am Main
 - Introductory speech by Mario Draghi

This introductory speech illustrates the big challenge for Statistics in the Banking Union and the benefits of data integration. Mario Draghi promotes firstly the integration of the ECB statistical and supervisory data and secondly very close collaboration with the banks, the ESCB, the SSM, the ESRB, the EBA and the European Commission, but also with the other European authorities, the Financial Stability Board (FSB) and the Bank of International Settlements (BIS).

- Concluding remarks by Danièle Nouy

Danièle Nouy illustrates the upcoming challenges and opportunities of the Banking Union and makes a summary of the conference contents.

- Interviews from Danièle Nouy and Sabine Lautenschläger with the newspaper of European Union Member States:
 - 4 September 2014 – Interview with Aripaev - Danièle Nouy, Chair of the Supervisory Board of the Single Supervisory Mechanism

This interview with the Estonian newspaper relates to the functioning of the Single Supervisory Mechanism and the consequences for the new banking landscape, especially the Estonian banking sector.

- 7 September 2014 – Interview with Deutschlandfunk – Sabine Lautenschläger, Member of the Executive Board of the ECB

This interview with the German newspaper addresses the functioning of the Single Supervisory Mechanism by highlighting the important innovation in banking supervision and the consequences for the new banking landscape, especially the German banking sector.

- 5 October 2014 – Interview with the Times of Malta – Danièle Nouy, Chair of the Supervisory Board on the Single Supervisory Mechanism

This interview with the Maltese newspaper relates to the functioning of the Single Supervisory Mechanism and the consequences for the new banking landscape, especially the Maltese banking sector.

- 24 October 2014 – Interview with Hospodárske noviny – Danièle Nouy, Chair of the Supervisory Board of the Single Supervisory Mechanism

This interview with the Czech Newspaper relates, amongst others, mainly to the greatest obstacles the SSM had to overcome and the contribution of the SSM to the European project

Commission de Surveillance du Secteur Financier

- 31 October 2014 – Interview with Irish Times – Danièle Nouy, Chair of the Supervisory Mechanism

This interview with the Irish newspaper relates to the outcome of the stress test and the situation of the Irish banking market on the aftermath of the stress test. Danièle Nouy also illustrates what the new system of supervision means for Irish banks.

■ EUROPEAN BANKING AUTHORITY (EBA)

Public consultations

BRRD:

- 22 September 2014 - Launch of a consultation on triggers for use of early intervention measures and resolution

The EBA launched a consultation on two draft Guidelines on:

- the triggers for using early intervention measures (triggers for use of early intervention)
- the circumstances under which an institution shall be considered as 'failing or likely to fail' (triggers for resolution).

The two Guidelines ensure continuum between the on-going supervision conducted by national authorities in line with the CRD and the BRRD and aim at promoting convergence of supervisory practices in relation to how to apply early intervention measures and to how resolution should be triggered.

The consultations for both Guidelines run until 22 December 2014.

- 24 September 2014 - Launch of a consultation on the implementation of resolution tools

The EBA consults on three sets of Guidelines related to the BRRD which aim at fostering convergent practices among Member States' resolution authorities by giving comprehensive guidance on which circumstances resolution authorities should assess when taking their decisions and at facilitating the implementation of resolution tools in the EU banking sector, and in particular at regulating the sale of business tool and the asset separation tool, as well as the transfer of an institution or its assets under any of the resolution tools:

- Guidelines on the asset separation tool

They give, in particular, guidance on assets that may be transferred under the asset separation tool.

- Guidelines on the sale of business tool

They specify, in particular, when authorities may deviate from certain marketing requirements for the sale of the business of an institution under resolution.

- Guidelines on necessary services

They define, in particular, a minimum list of necessary 'critical' services that the resolution authority may require from the institution under resolution.

The consultation for the three Guidelines runs until 22 December 2014.

- 25 September 2014 - Launch of a consultation on the eligibility of institutions for simplified obligations for recovery and resolution planning

The EBA launched two consultations on its draft Guidelines and Implementing Technical Standards (ITS) related to recovery planning, resolution planning and resolvability assessments under the BRRD. In particular, the draft Guidelines define how EU authorities should assess whether an institution is eligible for simplified obligations. The EBA will monitor any divergence of approach in the application of simplified obligations and will report accordingly to the European Parliament, the Council and the Commission. The papers launched for consultation are part of the EBA's work to promote convergence of practices between competent and resolution authorities across the EU.

These consultations run until 3 January 2015.

Commission de Surveillance du Secteur Financier

- 26 September 2014 - Launch of a consultation on qualitative and quantitative recovery plan indicators

The EBA launched a consultation on Guidelines identifying the minimum qualitative and quantitative indicators that institutions should include in their recovery plans. The proposed Guidelines have been developed within the framework established by the BRRD for the recovery and resolution of credit institutions and investment firms.

The consultation runs until 2 January 2015.

- 1 October 2014 – Launch of a consultation on treatment of liabilities in bail-in

The EBA has launched a consultation on draft Guidelines clarifying the interrelationship between the sequence in which liabilities should be written down or converted when the bail-in power introduced by the BRRD is used, and the hierarchy of capital instruments in the CRR. This is the first of several EBA regulatory mandates under the BRRD which aim to ensure that bail-in power is an effective way of absorbing losses and recapitalising banks in resolution and the resolution authorities and other stakeholders have a clear understanding of the terms under which it should be applied.

The consultation runs until 3 January 2015.

- 3 October 2014 – Launch of a consultation on group financial support

The EBA has launched a consultation on draft Regulatory Technical Standards (RTS) and Guidelines specifying the various conditions for the provision of group financial support, and on draft Implementing Technical Standards (ITS) on the disclosure of group financial support agreements. These Technical Standards and Guidelines have been developed within the framework established by the BRRD and aim at strengthening integrated risk management by removing possible uncertainties around supporting entities in distress within the same group.

The consultation runs until 4 January 2014.

Deposit guarantee schemes directive (DGSD):

- 25 September 2014 - Launch of a consultation on guidelines on payment commitments to deposit guarantee schemes

The EBA launched a consultation on Guidelines on payment commitments to deposit guarantee schemes. These Guidelines are part of the EBA's work to promote a consistent and coherent approach to deposit guarantee schemes across the EU.

The consultation runs until 2 January 2015.

Publications

BRRD:

- 22 September 2014 – Guidelines on recovery and resolution

The EBA published its final Guidelines specifying the type of tests, review or exercises that may lead to extraordinary public support measures for institutions in the banking sector. These Guidelines aim at promoting a consistent and coherent approach to bank resolution across the European Union and will be part of the EU Single Rulebook in the banking sector.

Regulatory Framework:

- 11 September 2014 – Results of the Basel III monitoring exercise as of 31 December 2013

The EBA published its sixth report of the Basel III monitoring exercise on the European banking system. This exercise which runs in parallel with the one conducted by the Basel Committee on Banking Supervision (BCBS) at a global level, allows the gathering of aggregate results on capital, liquidity (liquidity coverage ratio (LCR) and net stable funding ratio (NSFR)) and leverage ratios for banks in the EU.

- 29 September 2014 – Indicators from global systemically important institutions (G-SIIs)

Commission de Surveillance du Secteur Financier

The EBA published indicators from G-SIIs as provided for in the ITS and Guidelines on disclosure rules applicable to large institutions.

- 30 September 2014 – [Introduction of a new feature to EBA's Single Rulebook Q&A tool](#)

The EBA has introduced an additional improvement to its Single Rulebook Q&A tool that is intended to facilitate the review of Q&As. In the 'Search for Q&As' section, users now have the possibility to export all or a sub-set of Q&As into a PDF format.

- 7 October 2014 – [EBA report on Additional Tier 1 \(AT1\) of EU institutions](#)

The report presents the first results of the review done by the EBA on the issuances of AT1 capital instruments. The CRR tasks the EBA with monitoring the quality of own funds instruments issued by institutions across the EU. This review is preliminary and the EBA expects to gather further insight on the basis of future issuances.

- 10 October 2014 – [EBA acknowledgment of the adoption by the European Commission of LCR and LR delegated acts](#)

The EBA notes the Commission's adoption of the delegated act on the liquidity coverage requirement (LCR) and leverage ratio (LR), for which the EBA had provided its technical advice. In this respect, the EBA will remain vigilant on the implementation and further impact of these provisions in particular on the business and the risk profile of institutions.

- 15 October 2014 – [EBA disclosure of probe into EU bankers allowances](#)

The EBA has published the findings of its investigation regarding discretionary remuneration practices across the EU banking sector. The report shows that some institutions have classified the so-called 'role-based' allowances in a way that increases the fixed component of remuneration, which may impact on the limitation of the bonus cap. As a result of this analysis, the EBA issued an opinion to the European Commission and EU competent authorities calling for supervisors to ensure that the institutions' remuneration practices on allowances comply with EU legislation.

- 22 October 2014 – [EBA issue of revised list of ITS validation rules](#)

The EBA has issued a revised list of validation rules in its ITS on supervisory reporting, highlighting those which have been deactivated either for incorrectness or for triggering IT problems. National authorities throughout the EU are informed that data submitted in accordance with these ITS should not be validated against the set of deactivated rules.

- 29 October 2014 – [EBA opinion on the application of prudential requirements for credit and investment institutions](#)

The EBA has published an opinion addressed to the European Commission on the appropriateness of the rules governing the levels of application of prudential requirements for credit and investment institutions (Pillar 1 and 2), in particular the exemption regime.

General Framework:

- 13 October 2014 – [EBA release of work plans for 2015](#)

The EBA has published its work programme for 2015, describing its main objectives and deliverables in the forthcoming year. In 2015, the EBA will progress with its activities aimed at building a single regulatory and supervisory framework for the entire banking sector in the 28 EU Member States, while ensuring that risk assessment in the EU banking sector remains a key priority. The EBA will also carry on with its work for consumers in the banking sector, enhancing their protection from detriment and their fair and equal treatment across the entire EU.

Speeches

- 23 September 2014 – [Hearing at the Committee on Economic and Monetary Affairs \(ECON\)](#) - introductory remark Andrea Enria, Chairman of the EBA

This statement was delivered during the annual public hearing of the chairpersons of the three ESAs at the ECON of the European Parliament.

Commission de Surveillance du Secteur Financier

- 30 October 2014 - Clarification statement – Andrea Enria, Chairman of the EBA, following his address at FRSN conference in Berlin

The EBA released a clarification statement following Andrea Enria's address at the FRSN conference in Berlin on "The Comprehensive Assessment, the ECB's New Role and Limits of a Common Supervision in the EU".

■ EBA AND ECB

ECB comprehensive assessment and EBA EU-wide stress test results

- 26 October 2014 – CSSF Press release 14/56

This CSSF Press release relates to the results of the comprehensive assessment by the ECB and the results of the 2014 EU-wide stress test by the EBA with focus on the Luxembourg institutions.

ECB:

- 10 October 2014 – Publication of the institutions included in the comprehensive assessment

The ECB published the list of all the institutions which have been included in the comprehensive assessment. For Luxembourg the included institutions are the following:

- Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg
 - Clearstream Banking S.A.
 - Precision Capital S.A. (Holding of Banque Internationale à Luxembourg and KBL European Private Bankers S.A.
 - RBC Investor Services Bank S.A.
 - State Street Bank Luxembourg S.A.
 - UBS (Luxembourg) S.A.
- 26 October 2014 – ECB in-depth review showing banks need to take further action

The ECB has published the results of a thorough year-long examination of the resilience and positions of the 130 largest banks in the euro area as of 31 December 2013. The ECB review presents the key results of the comprehensive assessment of the 130 largest euro area banks. The aim of this unprecedented in-depth review of the largest banks' positions is to boost public confidence in the banking sector and this should facilitate more lending in Europe and therefore help economic growth.

For the country by country results, please click here:

<https://www.bankingsupervision.europa.eu/banking/comprehensive/html/index.en.html>

For the aggregate report on the comprehensive assessment, please click here:

<http://www.ecb.europa.eu/pub/pdf/other/aggreatereportonthecomprehensiveassessment201410.en.pdf>

The comprehensive assessment resulted in aggregate adjustments of €48 billion to participating banks' asset carrying values which will be reflected in their accounts or in supervisory capital requirements. Overall, the exercise has identified capital shortfalls for 25 banks, totalling €25 billion.

Transcript of the comprehensive assessment press conference (with Q&A) – Vitor Constâncio, Vice-President of the ECB and Danièle Nouy, Chair of the Supervisory Board of the Single Supervisory Mechanism, Frankfurt am Main

This transcript relates to the press conference about the results of the comprehensive assessment held at Frankfurt. Vitor Constâncio makes an explanation on the stress test, whereas Danièle Nouy highlights some key findings from the asset quality review.

For the dedicated multimedia section on the SSM press conference, please click here:

<http://www.youtube.com/watch?v=RKl9r7bdug&feature=youtu.be>

Commission de Surveillance du Secteur Financier

EBA:

- 23 October 2014 – [EBA video on the EU-wide stress test](#)

Piers Haben, Director of the EBA Oversight, explains in a short video all that's needed to know on the 2014 EU-wide stress test.

For the dedicated multimedia section on the stress test, please click here:

<https://www.eba.europa.eu/risk-analysis-and-data/eu-wide-stress-testing/2014/visual-material-and-infographics#video>

- 26 October 2014 – [Publication of the 2014 EU-wide stress test results](#)

The EBA has published the results of the 2014 EU-wide stress test of 123 banks.

The aim of the 2014 EU-wide stress test is to assess the resilience of EU banks to adverse economic developments, so as to understand remaining vulnerabilities, complete the repair of the EU banking sector and increase confidence.

The EU-wide stress test is coordinated by the EBA and carried out in cooperation with the ECB, the European Systemic Risk Board (ESRB), the European Commission and the Competent Authorities (CAs) from all relevant national jurisdictions.

On average, EU banks' common equity ratio (CET1) drops by 260 basis points, from 11.1% at the start of the exercise, after the asset quality reviews' (AQRs) adjustment, to 8.5% after the stress. By disclosing these results, the EBA is providing unparalleled transparency into EU banks' balance sheets, with up to 12,000 data points per bank, an essential step towards enhancing market discipline in the EU.

For the related link on the official EBA website, please click here:

<http://www.eba.europa.eu/-/eba-publishes-2014-eu-wide-stress-test-results>

■ EUROPEAN SUPERVISORY AUTHORITIES (ESAS)

- 22 September 2014 – [EU Supervisory Authorities' update on risks in EU financial system](#)

The Joint Committee of the European Supervisory Authorities (ESAs) published its bi-annual report on risks and vulnerabilities in the European Union's financial system. The report identifies a number of risks to financial stability in the EU, including prolonged weak economic growth in an environment characterised by high indebtedness, intensified search for yield in a protracted low interest rate environment, and uncertainties in global emerging market economies. The report also highlights risks related to conduct of business and Information Technologies.

- 10 October 2014 – [The ESAs' Joint Committee publication of the 2015 Work Programme](#)

The Joint Committee of the European Supervisory Authorities (EBA, the European Securities and Markets Authority (ESMA) and the European Insurance and Occupational Pensions Authority (EIOPA)) published its Work Programme for the upcoming year. Throughout 2015, the Joint Committee will continue to give high priority to Consumer Protection and Cross-Sectoral Risk Analysis.

- 23 October 2014 – [Updated list of identified Financial Conglomerates](#)

The Joint Committee has published the 2014 List of Identified Financial Conglomerates. The latest version of the list shows 71 financial conglomerates with the head of group in an EU/EEA country, one with the head of group in Australia, two with the head of group in Switzerland, and two with the head of group in the United States.

- 30 October 2014 – [EBA, ESMA and EIOPA publication of the addendum to joint consultation on mapping of ECAIs](#)

The Joint Committee of the ESAs has published an addendum to the joint consultation on the mapping of the credit assessments to risk weights of External Credit Assessment Institutions (ECAIs). The addendum provides further details on the application of the rules proposed in the draft ITS in relation to particular ECAIs and is to be considered as an extension of the consultation process.

Commission de Surveillance du Secteur Financier

The consultation period has been reopened until 30 November 2014 in order to collect additional comments.

COMMUNIQUES

■ COMPTES DE PROFITS ET PERTES DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT AU 30 SEPTEMBRE 2014

Communiqué de presse 14/59 du 31 octobre 2014

La CSSF évalue le résultat avant provisions du secteur bancaire luxembourgeois à 4.255 millions d'EUR au 30 septembre 2014. Par rapport à la même date de l'exercice 2013, le résultat avant provisions diminue ainsi de 1,1%.

Comparés aux deux trimestres précédents, les résultats du secteur bancaire connaissent une légère détérioration. Le produit bancaire, qui affichait une hausse sur base annuelle aux recensements trimestriels de mars et de juin, s'inscrit désormais à la baisse (-0,3%). De plus, les frais généraux, qui avaient diminué en mars et juin 2014, connaissent une hausse de 0,6% au 30 septembre 2014. Il en résulte une légère diminution du résultat avant provisions de 1,1% en comparaison annuelle.

Compte de profits et pertes au 30 septembre 2014

Postes en millions d'EUR	Septembre 2013	Septembre 2014	%
Marge d'intérêts ¹	3.851	3.881	0,8%
Revenus de commissions	3.091	3.042	-1,6%
Autres revenus nets	1.126	1.122	-0,3%
Produit bancaire	8.068	8.045	-0,3%
Frais de personnel	2.060	2.030	-1,5%
Autres frais généraux	1.706	1.760	3,2%
Frais généraux	3.765	3.790	0,6%
Résultat avant provisions	4.302	4.255	-1,1%

¹ Y compris dividendes perçus sur les filiales

■ SURSIS DE PAIEMENT : ASSYA ASSET MANAGEMENT LUXEMBOURG S.A. - NOMINATION D'UN ADMINISTRATEUR JUDICIAIRE

Communiqué de presse 14/58 du 30 octobre 2014

Nous faisons suite à notre Communiqué de presse 14/57 en date du 27 octobre 2014.

Par requête déposée le 24 octobre 2014, l'entreprise d'investissement de droit luxembourgeois Assya Asset Management Luxembourg S.A. a demandé son admission à la procédure de sursis de paiement.

Conformément à l'article 60-2 de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier, le Tribunal d'arrondissement de Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a décidé dans son audience publique du 30 octobre 2014 d'admettre Assya Asset Management Luxembourg S.A. au bénéfice de la procédure du sursis de paiement.

La Commission de Surveillance du Secteur Financier a été nommée par le même jugement comme administrateur afin de contrôler la gestion du patrimoine de la société Assya Asset Management Luxembourg S.A.

Ce régime d'assainissement entraîne sursis à tout paiement de la part de cette société, et interdiction, sous peine de nullité, de procéder à des actes autres que conservatoires, sauf autorisation de l'administrateur.

Commission de Surveillance du Secteur Financier

■ REQUETE EN SURSIS DE PAIEMENT : ASSYA ASSET MANAGEMENT LUXEMBOURG S.A.

Communiqué de presse 14/57 du 27 octobre 2014

Conformément à l'article 60-2 de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier, une requête en sursis de paiement a été introduite par la société ASSYA ASSET MANAGEMENT LUXEMBOURG S.A. auprès du Tribunal d'arrondissement de Luxembourg, siégeant en matière commerciale, en date du 24 octobre 2014.

ASSYA ASSET MANAGEMENT LUXEMBOURG S.A. est une entreprise d'investissement au sens de l'article 1er de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier et exerce les activités d'un conseiller en investissement, d'un courtier en instruments financiers, d'un commissionnaire et d'un gérant de fortunes, conformément aux articles 24, 24-1, 24-2 et 24-3 de cette loi.

Le dépôt de la requête par ASSYA ASSET MANAGEMENT LUXEMBOURG S.A. entraîne de plein droit au profit de ASSYA ASSET MANAGEMENT LUXEMBOURG S.A. et jusqu'à décision définitive sur la requête, sursis à tout paiement de la part de cet établissement et interdiction, sous peine de nullité, de procéder à tous actes autres que conservatoires, sauf autorisation de la CSSF ou dispositions légales contraires.

■ RESULTS OF THE COMPREHENSIVE ASSESSMENT BY THE ECB AND RESULTS OF THE 2014 EU-WIDE STRESS TEST BY THE EBA

Communiqué de presse 14/56 du 26 octobre 2014 (uniquement en anglais)

Article 33(4) of the Regulation on the Single Supervisory Mechanism (SSM Regulation¹) requires the ECB to carry out a Comprehensive Assessment prior to the SSM assuming its supervisory responsibilities and duties for the significant Eurozone banks on 4 November 2014. The Comprehensive Assessment comprises two main quantitative pillars, namely the Asset Quality Review and the Stress Test.

The Asset Quality Review aimed to review the quality of banks' assets, including the adequacy of asset and collateral valuation and related provisions as of 31 December 2013. The Stress Test examined the banks' ability to withstand two hypothetical scenarios in 2014-2016. The two scenarios – the "baseline" scenario and the "adverse" scenario – are those published by the EBA on 29 April 2014.

The results of the Comprehensive Assessment published on 26 October 2014 show that the six Luxembourg institutions, that were directly subject to the Comprehensive Assessment, pass the reference thresholds set by the ECB for the Comprehensive Assessment, i.e. 8% CET1 ratio² for the Asset Quality Review and 5.5% CET1 ratio for the Stress Test (under the adverse scenario). Further to the Asset Quality Review and the Stress Test, the CET1% solvency ratios of the six Luxembourg institutions remain above 8%, a level that is comfortably above the 5.5% CET1% threshold for the Stress Test set by the ECB. As a consequence, no capital shortfall has been identified for the six Luxembourg institutions³. The results from the standalone Asset Quality Review confirm that the six Luxembourg institutions' assets are appropriately valued and additional prudential provisions are limited. The Stress Test results show that the six institutions are sufficiently resilient to withstand the two hypothetical Stress Test scenarios.

The complete Comprehensive Assessment results, including background information, can be obtained from the ECB website at <http://www.ecb.europa.eu/ssm/assessment/html/index.en.html>. Results for Banque et Caisse d'Epargne de

¹ Council Regulation (EU) No 1024/2013 of 15 October 2013 conferring specific tasks on the European Central Bank concerning policies relating to the prudential supervision of credit institutions.

² The 8% threshold corresponds to a Common Equity Tier 1 ratio of 4.5%, a 2.5% capital conservation buffer and an add-on of 1% to take into account the systemic relevance of the banks considered significant under the SSM Regulation.

³ Although full results are not available for either bank independently, the CSSF observes, on the basis of estimations, that the two Luxembourg banks that are consolidated within Precision Capital S.A., i.e. Banque Internationale à Luxembourg and KBL European Private Bankers S.A., also pass the 8% CET1% Asset Quality Review and 5.5% CET1% Stress test hurdle rates on a standalone basis.

Commission de Surveillance du Secteur Financier

l'Etat, Luxembourg and Precision Capital S.A. – the two Luxembourg institutions directly in scope of the EBA ST – are also available at the EBA website <http://www.eba.europa.eu/-/eba-publishes-2014-eu-wide-stress-test-results>.

Luxembourg institutions included in the Comprehensive Assessment

The following six Luxembourg institutions participated directly in the Comprehensive Assessment:

Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg

Clearstream Banking S.A.

Precision Capital S.A. (Holding of Banque Internationale à Luxembourg and KBL European Private Bankers S.A.)

RBC Investor Services Bank S.A.

State Street Bank Luxembourg S.A.

UBS (Luxembourg) S.A.

Since the Comprehensive Assessment is carried out at the highest level of consolidation in participating Member States, the Luxembourg branches and subsidiaries of European banks included in the Comprehensive Assessment are indirectly covered, through the inclusion of the Luxembourg based activities in the consolidated figures of their parent companies.

Besides Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg and Precision Capital S.A., there are a number of subsidiaries and branches from EU banks that serve the domestic retail market. These institutions are (in alphabetical order) Banque BCP S.A. (Luxembourg subsidiary of the French banking group BPCE), Banque de Luxembourg S.A., BGL BNP Paribas, Caixa Geral de Depósitos SA, Lisboa (Portugal) (Luxembourg branch) and ING Luxembourg. As a result of the Comprehensive Assessment, no capital shortfall has been identified at the level of the parent companies of these branches and subsidiaries.

Resources allocated to the Comprehensive Assessment in Luxembourg

The Comprehensive Assessment required significant resources at the national level. At the CSSF, 20 staff members were permanently involved in the Comprehensive Assessment over the course of the last year. An additional dozen staff members worked for 4 to 6 months on quality assurance with respect to the Asset Quality Review or the Stress Test results. Given that the Asset Quality Review was conducted as a targeted and risk-based exercise focusing on the portfolios with the highest chance of material misstatements, only three Luxembourg institutions⁴ underwent a Credit File Review. Following sampling, some 1,400 debtors were analysed during the Credit File Review and 800 collateral items valued. Furthermore, 24 collective provisioning challenger models were built and 90 level three non-derivative assets re-valued. The Asset Quality Review also involved third-party audit firms, chosen through a public procurement procedure. At the level of these third parties, more than 100 additional auditors contributed to the execution of the Asset Quality Review.

■ SITUATION GLOBALE DES ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF ET DES FONDS D'INVESTISSEMENT SPECIALISES A LA FIN DU MOIS DE SEPTEMBRE 2014

Communiqué de presse 14/55 du 24 octobre 2014

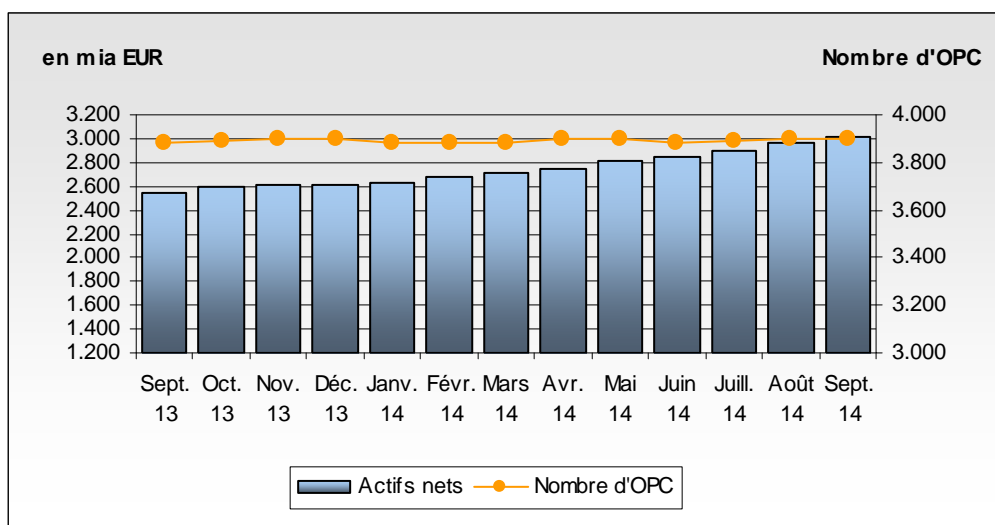
I. Situation globale

Au 30 septembre 2014, le patrimoine global net des organismes de placement collectif et des fonds d'investissement spécialisés s'est élevé à EUR 3.006,762 milliards contre EUR 2.970,520 milliards au 31 août 2014, soit une augmentation de 1,22% sur un mois. Considéré sur la période des douze derniers mois écoulés, le volume des actifs nets est en augmentation de 18,41%.

L'industrie des OPC luxembourgeois a donc enregistré au mois de septembre une variation positive se chiffrant à EUR 36,242 milliards. Cette augmentation représente le solde des émissions nettes positives à concurrence d'EUR 22,688 milliards (+0,76%) et de l'évolution favorable des marchés financiers à concurrence d'EUR 13,554 milliards (+0,46%).

⁴ Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, Precision Capital S.A. and State Street Bank Luxembourg S.A.

Commission de Surveillance du Secteur Financier



Le nombre des organismes de placement collectif (OPC) et des fonds d'investissement spécialisés (FIS) pris en considération est de 3.900 par rapport à 3.896 le mois précédent. 2.532 entités ont adopté une structure à compartiments multiples ce qui représente 12.431 compartiments. En y ajoutant les 1.368 entités à structure classique, au total 13.799 unités sont actives sur la place financière.

Concernant d'une part l'impact des marchés financiers sur les OPC et FIS luxembourgeois (ci-après OPC) et d'autre part l'investissement net en capital dans ces mêmes OPC, les faits suivants sont à relever pour le mois de septembre :

Les différentes catégories d'OPC à actions ne se sont pas développées de manière homogène sur la période sous revue.

Ainsi en Europe, face à un rebond de l'activité industrielle dans certains pays et face aux mesures de politique monétaire expansive prises par la Banque centrale européenne, la catégorie d'OPC à actions de l'Europe a pu clôturer le mois avec des gains de cours. Si aux Etats-Unis les marchés d'actions, et ce malgré des chiffres de conjoncture positifs, ont enregistré de légères pertes de cours, la catégorie d'OPC à actions américaines a tout de même pu terminer le mois en territoire positif sous l'effet notamment de la forte appréciation de l'USD par rapport à l'EUR de 4,81%.

Les données conjoncturelles positives aux Etats-Unis, le maintien d'une politique monétaire expansive au Japon de même que la dépréciation du Yen par rapport à l'USD ont influencé positivement la catégorie d'OPC à actions du Japon.

La catégorie d'OPC à actions d'Asie a connu de légers gains de cours alors que les pertes de cours en bourse se sont vues compensées par l'appréciation des devises asiatiques par rapport à l'EUR. Des pertes en valeur ont été observées au niveau des catégories d'OPC à actions de l'Europe de l'Est et d'Amérique latine, l'ampleur des pertes pour cette dernière catégorie étant à mettre en relation avec les incertitudes politiques et économiques au Brésil.

Au mois de septembre, les catégories d'OPC à actions ont globalement affiché un investissement net en capital positif.

Commission de Surveillance du Secteur Financier

Evolution des OPC à actions au mois de septembre 2014*

	Variation de marché en %	Emissions nettes en %
Actions marché global	0,64%	0,42%
Actions européennes	0,17%	-0,57%
Actions américaines	2,52%	-1,44%
Actions japonaises	3,64%	0,74%
Actions Europe de l'Est	-1,85%	-1,37%
Actions Asie	0,76%	0,69%
Actions Amérique latine	-8,65%	-0,12%
Actions autres	-1,31%	0,08%

* Variation en % des Actifs Nets en EUR par rapport au mois précédent

Au niveau de la catégorie d'OPC à obligations libellées en EUR, les rendements des obligations d'Etat à long terme sont restés globalement inchangés, les décisions de la Banque centrale européenne de baisser les taux directeurs et de lancer le programme de rachat d'actifs ayant peu impacté les marchés obligataires. De même, les primes de risque des obligations du secteur privé sont restées relativement stables. En somme, la catégorie d'OPC à obligations libellées en EUR a enregistré une légère baisse de cours pour le mois sous revue.

Aux Etats-Unis, les bons chiffres de conjoncture et la perspective d'une politique monétaire plus restrictive menée par la Réserve fédérale américaine ont fait monter les rendements des obligations d'Etat américaines ainsi que le cours de l'USD par rapport aux autres devises, ces mouvements se soldant par une hausse des cours des obligations libellées en USD.

Face aux problèmes de croissance économique à un niveau global, les primes de risque des obligations des pays émergents ont légèrement augmenté. La catégorie d'OPC à obligations des pays émergents a tout de même pu clôturer le mois à la hausse en raison notamment de la forte appréciation de l'USD par rapport à l'EUR.

Au mois de septembre, les catégories d'OPC à revenu fixe ont globalement affiché un investissement net en capital positif.

Evolution des OPC à revenu fixe au mois de septembre 2014*

	Variation de marché en %	Emissions nettes en %
Marché monétaire en EUR	0,01%	1,49%
Marché monétaire en USD	4,80%	4,11%
Marché monétaire marché global	0,97%	1,19%
Obligations libellées en EUR	-0,08%	0,85%
Obligations libellées en USD	1,97%	3,50%
Obligations marché global	0,69%	1,65%
Obligations marchés émergents	0,54%	1,29%
Obligations High Yield	0,32%	-2,12%
Autres	0,20%	0,12%

* Variation en % des Actifs Nets en EUR par rapport au mois précédent

L'évolution des actifs nets des OPC luxembourgeois diversifiés et des fonds de fonds est illustrée dans le tableau suivant :

OPC diversifiés et Fonds de Fonds au mois de septembre 2014*

	Variation de marché en %	Emissions nettes en %
OPC diversifiés	-0,39%	1,34%
Fonds de Fonds	0,43%	0,80%

* Variation en % des Actifs Nets en EUR par rapport au mois précédent

Commission de Surveillance du Secteur Financier

II. Ventilation du nombre et des avoirs nets des OPC selon les parties I et II respectivement de la Loi de 2010 et des FIS selon la Loi de 2007

	OPC PARTIE I		OPC PARTIE II		FIS		TOTAL	
	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)
31/12/2011	1 870	1 655,509 €	601	201,671 €	1 374	239,332 €	3 845	2 096,512 €
31/01/2012	1 856	1 709,460 €	594	202,915 €	1 387	244,706 €	3 837	2 157,081 €
29/02/2012	1 854	1 750,218 €	591	203,540 €	1 402	249,401 €	3 847	2 203,159 €
31/03/2012	1 860	1 762,166 €	587	202,875 €	1 419	252,165 €	3 866	2 217,206 €
30/04/2012	1 858	1 768,717 €	583	203,300 €	1 431	253,583 €	3 872	2 225,600 €
31/05/2012	1 859	1 750,722 €	582	203,715 €	1 433	257,590 €	3 874	2 212,027 €
30/06/2012	1 841	1 762,870 €	581	202,440 €	1 445	259,169 €	3 867	2 224,479 €
31/07/2012	1 835	1 823,366 €	576	207,093 €	1 453	266,258 €	3 864	2 296,717 €
31/08/2012	1 834	1 825,035 €	573	204,103 €	1 465	266,261 €	3 872	2 295,399 €
30/09/2012	1 827	1 845,500 €	567	201,592 €	1 472	267,356 €	3 866	2 314,448 €
31/10/2012	1 820	1 860,241 €	563	199,842 €	1 485	269,566 €	3 868	2 329,649 €
30/11/2012	1 815	1 891,001 €	561	196,886 €	1 487	271,835 €	3 863	2 359,722 €
31/12/2012	1 801	1 913,089 €	555	193,769 €	1 485	276,968 €	3 841	2 383,826 €
31/01/2013	1 803	1 936,513 €	550	191,354 €	1 487	278,061 €	3 840	2 405,928 €
28/02/2013	1 809	1 990,596 €	548	194,399 €	1 492	283,075 €	3 849	2 468,070 €
31/03/2013	1 806	2 038,580 €	543	199,556 €	1 505	290,784 €	3 854	2 528,920 €
30/04/2013	1 818	2 068,815 €	542	201,405 €	1 511	295,036 €	3 871	2 565,256 €
31/05/2013	1 817	2 086,281 €	541	202,228 €	1 526	295,590 €	3 884	2 584,099 €
30/06/2013	1 815	2 004,275 €	541	197,248 €	1 534	285,061 €	3 890	2 486,584 €
31/07/2013	1 804	2 038,269 €	543	197,344 €	1 537	287,573 €	3 884	2 523,186 €
31/08/2013	1 806	2 014,560 €	539	195,894 €	1 549	288,385 €	3 894	2 498,839 €
30/09/2013	1 807	2 047,112 €	534	195,663 €	1 543	296,425 €	3 884	2 539,200 €
31/10/2013	1 806	2 089,408 €	529	194,796 €	1 555	305,924 €	3 890	2 590,128 €
30/11/2013	1 815	2 107,898 €	526	191,211 €	1 562	308,619 €	3 903	2 607,728 €
31/12/2013	1 817	2 121,458 €	523	187,380 €	1 562	306,525 €	3 902	2 615,363 €
31/01/2014	1 817	2 128,746 €	518	186,766 €	1 550	308,324 €	3 885	2 623,836 €
28/02/2014	1 823	2 182,477 €	515	186,477 €	1 543	310,557 €	3 881	2 679,511 €
31/03/2014	1 824	2 216,005 €	510	181,493 €	1 551	311,703 €	3 885	2 709,201 €
30/04/2014	1 831	2 250,792 €	509	179,885 €	1 558	311,531 €	3 898	2 742,208 €
31/05/2014	1 829	2 318,076 €	502	181,248 €	1 569	316,545 €	3 900	2 815,869 €
30/06/2014	1 824	2 355,462 €	490	179,083 €	1 570	320,095 €	3 884	2 854,640 €
31/07/2014	1 868	2 405,883 €	452	170,630 €	1 571	327,623 €	3 891	2 904,136 €
31/08/2014	1 884	2 461,916 €	446	171,092 €	1 566	337,512 €	3 896	2 970,520 €
30/09/2014	1 887	2 497,035 €	441	172,581 €	1 572	337,146 €	3 900	3 006,762 €

Durant le mois de septembre 2014, les vingt-huit organismes de placement collectif et fonds d'investissement spécialisés suivants ont été inscrits sur la liste officielle :

1) OPC partie I Loi 2010 :

- AGCM FUND, 4, rue Petermelchen, L-2370 Howald
- BOUSSARD & GAVAUDAN SICAV, 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg
- CPR INVEST, 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg
- PORTLAND HILL FUND SICAV, 2, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg
- RESOURCE EFFICIENCY LEADERS FUND, 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen
- ROUVIER, 14, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg
- U ACCESS, 287-289, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg
- UNIEURORENTA EM 2021, 308, route d'Esch, L-1471 Luxembourg
- UNIEURORENTA UNTERNEHMENSANLEIHEN EM 2021, 308, route d'Esch, L-1471 Luxembourg
- UNIINSTITUTIONAL STRUCTURED CREDIT HIGH YIELD, 308, route d'Esch, L-1471 Luxembourg

Commission de Surveillance du Secteur Financier

- ZEBRA CAPITAL INTERNATIONAL, 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg
- 2) FIS :**
- AUDA CAPITAL FEEDER SCA SICAV-SIF, 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg
 - FABBRIANI INVESTMENT FUND S.C.A., SICAV-SIF, 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg
 - FINECTIVE SICAV-SIF, 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg
 - GREENOAK US (EU PARALLEL) II S.C.S., SICAV-SIF, 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg
 - INTEGRATED INVESTMENTS SICAV-SIF, 2, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg
 - LOMBARD ODIER SECONDARY FUND II, 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg
 - LYXOR SME CREDIT FUND, 28-32, place de la Gare, L-1616 Luxembourg
 - MANDATUM LIFE SICAV-SIF, 26-28, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg
 - MANTRA SECONDARY OPPORTUNITIES, 28-32, place de la Gare, L-1616 Luxembourg
 - MERACUS, 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen
 - OBERON CREDIT INVESTMENT FUND II SCA SICAV-SIF, 51, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg
 - PINEBRIDGE LUXEMBOURG COMMINGLED, 47, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg
 - PROBUS OPPORTUNITIES SA, SICAV-FIS, 41, op Biërg, L-8217 Mamer
 - SUSTAINABLE GROWTH FUND, SCSP, SICAV-SIF, 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg
 - THOMASLOYD SICAV-SIF, 5, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg
 - TIKEHAU INVESTMENT S.C.S, SICAV-SIF, 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg
 - WPA FONDS, 3, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg

Les vingt-quatre organismes de placement collectif et fonds d'investissement spécialisés suivants ont été radiés de la liste officielle au cours du mois de référence :

1) OPC partie I Loi 2010 :

- BAUMANN TOP INVEST, 9A, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach
- CREDIT SUISSE INVESTMENT PRODUCTS, 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg
- DWS RENTEN DIREKT 2014 II, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg
- MVM FONDS, 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen
- PIONEER INVESTMENTS GUARANTEED FUNDS, 8-10, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg
- RELIANCE ALTERNATIVE SICAV, 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg
- ROGGE GLOBAL FUNDS (LUXEMBOURG), 18-20, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach
- UNIGARANTPLUS: BEST OF ASSETS (2014) II, 308, route d'Esch, L-1471 Luxembourg
- UNIGARANTPLUS: BRIC (2014), 308, route d'Esch, L-1471 Luxembourg

2) OPC partie II Loi 2010 :

- DEXIA LUXPART, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg
- DNB PART II FUND, 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg
- LF OPEN WATERS OP, 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg
- THE TURQUOISE FUND, 16, boulevard d'Avranches, L-1160 Luxembourg

3) FIS :

- 1798 FUNDS, 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg
- ASIA REAL ESTATE INCOME FUND, 9, avenue Guillaume, L-1651 Luxembourg
- CASADORES INVESTMENTS, SCA-SICAV-SIF, 25A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg
- FI OPPORTUNITIES FUND FCP-FIS, 1, rue Joseph Hackin, L-1746 Luxembourg
- GOLDING ALTERNATIVE INVESTMENTS SICAV-FIS II, 43, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg
- GOLDING ALTERNATIVE INVESTMENTS SICAV-FIS, 43, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg
- KANDEO SICAV-SIF SCA, 6A, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach
- MMIO FUND FCP-FIS, 1, rue Joseph Hackin, L-1746 Luxembourg
- PRIVATE MARKET INVESTMENTS, 6C, route de Trèves, L-2633 Senningerberg
- SOLVENTA SICAV-SIF S.C.A., 2, place Dargent, L-1413 Luxembourg
- WHIRLWIND, 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg

■ CONSULTATION PUBLIQUE RELATIVE AU PROJET DE REGLEMENT EN MATIERE DE REPORTING DES INFORMATIONS FINANCIERES PRUDENTIELLES

Communiqué du 23 octobre 2014 (uniquement en anglais)

On 23 October 2014, the European Central Bank (ECB) launched a public consultation on the draft Regulation on reporting of supervisory financial information. This draft regulation lays down the requirements regarding reporting on supervisory financial information to be submitted to national competent authorities and the ECB by supervised banks.

The consultation will be open for six weeks until 4 December 2014. A public hearing will be held on 13 November 2014.

Commission de Surveillance du Secteur Financier

The consultation paper is published in the Banking Supervision section of the ECB's website at the following address:

<https://www.ecb.europa.eu/ssm/consultations/html/reporting.en.html>

■ ACCEPTATION DU PRIX PROPOSE POUR LES ACTIONS DE LA SOCIETE ARCELORMITTAL LUXEMBOURG COMME JUSTE PRIX SOUS LA LOI RETRAIT RACHAT

Communiqué de presse 14/54 du 15 octobre 2014

Le 8 août 2014, en conformité avec les dispositions de la loi du 21 juillet 2012 relative au retrait obligatoire et au rachat obligatoire de titres de sociétés admis ou ayant été admis à la négociation sur un marché réglementé ou ayant fait l'objet d'une offre au public (ci-après, la « **Loi Retrait Rachat** »), la société ArcelorMittal (ci-après, l'« **Actionnaire Majoritaire** ») a informé la CSSF de sa décision d'exercer son droit de retrait obligatoire portant sur les actions d'ArcelorMittal Luxembourg (anciennement Arcelor Luxembourg et constituée originellement sous la dénomination ARBED) (ci-après, la « **Société** ») (code ISIN LU0006047129).

Le 8 septembre 2014, l'Actionnaire Majoritaire a communiqué à la CSSF et publié le prix proposé de 776,13 euros par action de la Société ainsi qu'un rapport d'évaluation établi par KPMG Luxembourg S.à r.l. concernant ces mêmes titres.

Au vu de ce qui précède et considérant que la CSSF n'a pas reçu de lettre d'opposition concernant le projet de retrait obligatoire sur les actions de la Société telle que prévue à l'article 4 (6) de la Loi Retrait Rachat, la CSSF accepte le prix proposé par l'Actionnaire Majoritaire de 776,13 euros par action de la Société comme juste prix. Conformément aux dispositions de ce même article, la CSSF a informé l'Actionnaire Majoritaire ainsi que la Société de l'acceptation du prix.

■ PROCEDURE DE RETRAIT OBLIGATOIRE CONCERNANT LES ACTIONS DE LA SOCIETE UTOPIA S.A. SOUS LA LOI RETRAIT RACHAT

Communiqué de presse 14/53 du 14 octobre 2014

Le présent communiqué de presse fait suite au « **communiqué de presse 14/46** » publié par la CSSF en date du 29 août 2014, au « **communiqué de presse 14/08** » publié par la CSSF en date du 27 janvier 2014 et au « **communiqué de presse 14/14** » publié par la CSSF en date du 27 février 2014. Il concerne la procédure de retrait obligatoire initiée par Utopia Management, CLdN Fin S.A. et CLdN Finance S.A. agissant de concert (ci-après, l'« **Actionnaire Majoritaire** ») et portant sur les actions de la société Utopia S.A. (ci-après, la « **Société** »). Cette procédure de retrait obligatoire est régie par les dispositions de la loi du 21 juillet 2012 relative au retrait obligatoire et au rachat obligatoire de titres de sociétés admis ou ayant été admis à la négociation sur un marché réglementé ou ayant fait l'objet d'une offre au public (ci-après, la « **Loi Retrait Rachat** »).

En date du 8 octobre 2014, la société Ricol Lasteyrie Corporate Finance (ci-après, « **RLCF** »), agissant en qualité de second expert nommé par la CSSF conformément aux dispositions de l'article 4 (7) de la Loi Retrait Rachat, a remis à la CSSF son rapport d'évaluation concernant la valorisation des actions de la Société.

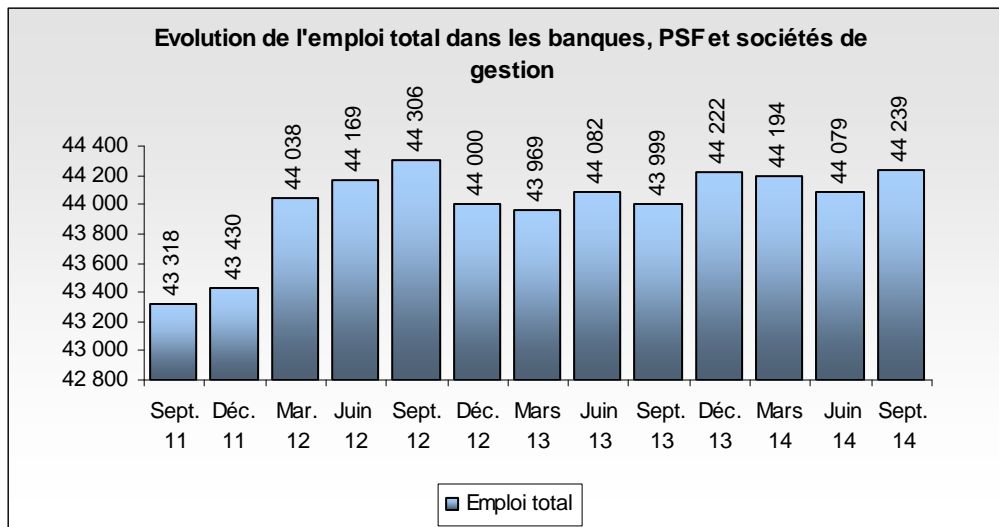
La version intégrale du rapport d'évaluation de RLCF peut être consultée à l'adresse suivante : <https://www.bourse.lu/instrument/listdocuments?cdVal=205465&cdTypeVal=ACT>.

Conformément à l'article 4 (7) de la Loi Retrait Rachat, la CSSF dispose d'un délai de trois mois à compter de la réception de ce rapport pour prendre une décision quant au juste prix à payer par l'Actionnaire Majoritaire aux autres actionnaires de la Société. La décision précitée de la CSSF sera publiée sur son site internet par voie de communiqué de presse conformément aux dispositions de l'article 4 (7) de la Loi Retrait Rachat.

STATISTIQUES

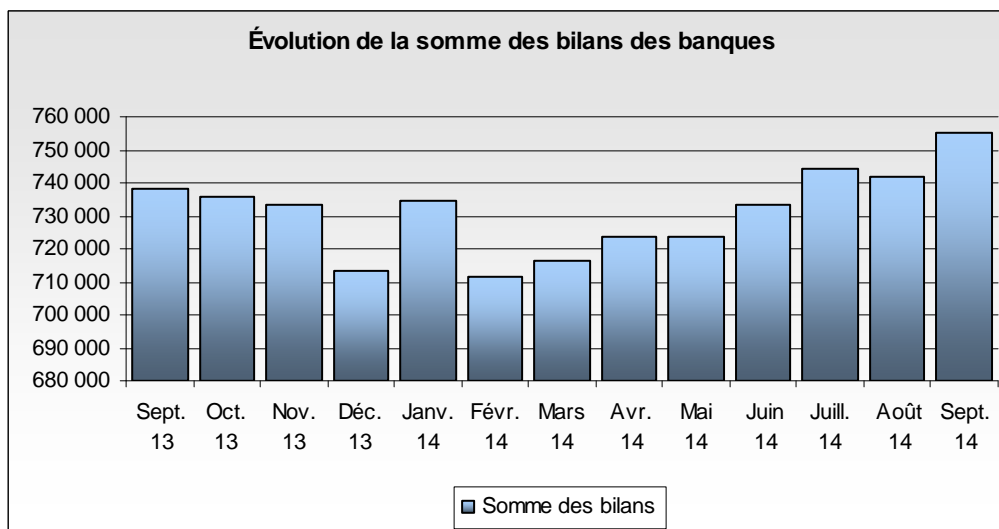
■ EMPLOI

Evolution de l'emploi total



■ BANQUES

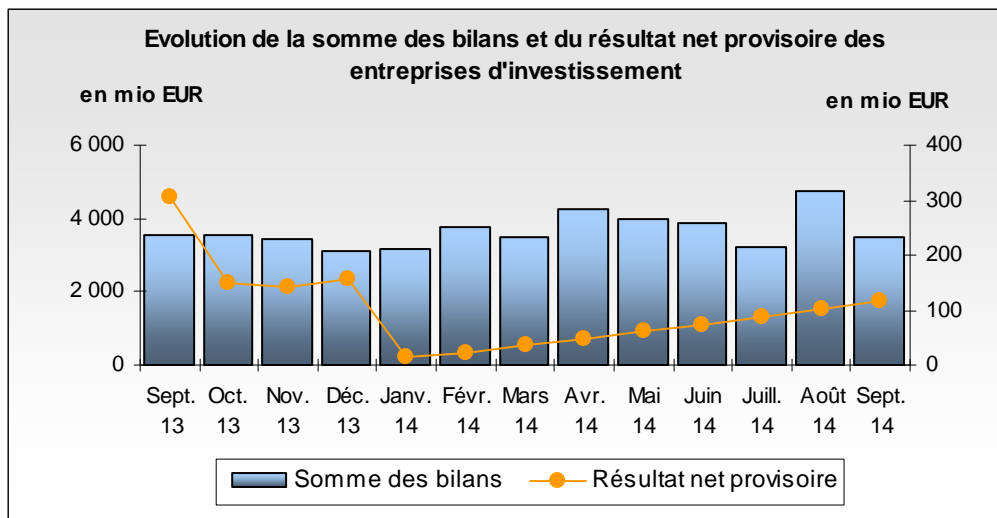
Somme des bilans des banques au 30 septembre 2014 en hausse



Commission de Surveillance du Secteur Financier

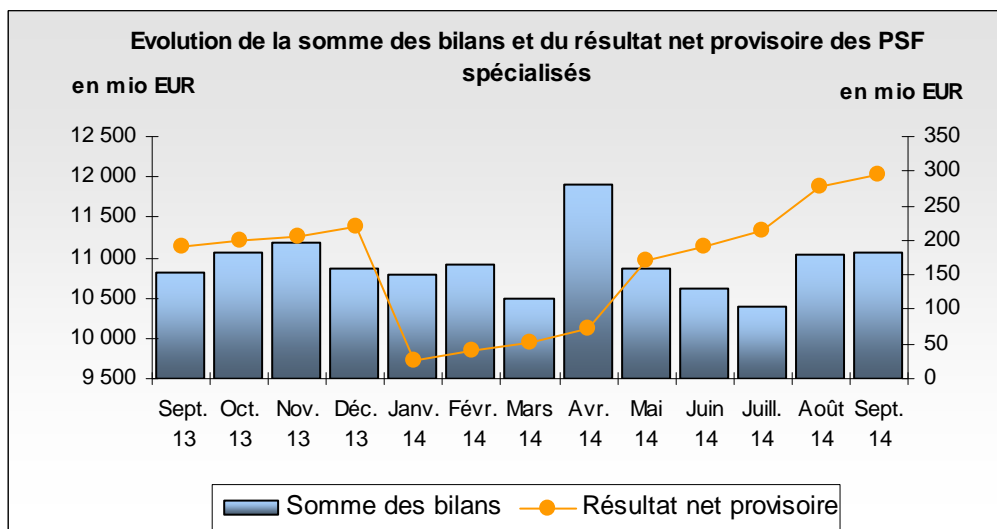
■ ENTREPRISES D'INVESTISSEMENT

Somme des bilans des entreprises d'investissement au 30 septembre 2014 en baisse



■ PSF SPECIALISES

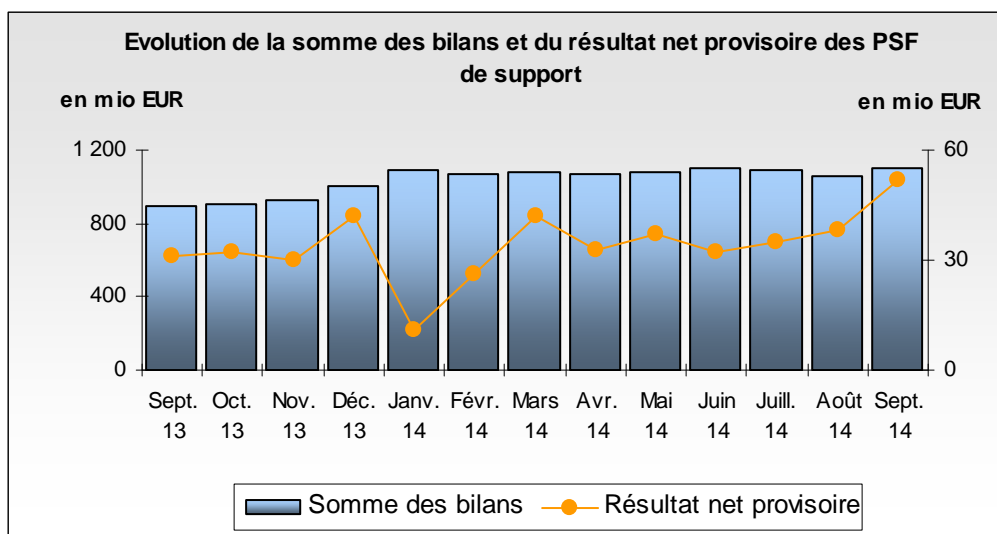
Somme des bilans des PSF spécialisés au 30 septembre 2014 en hausse



Commission de Surveillance du Secteur Financier

■ PSF DE SUPPORT

Somme des bilans des PSF de support au 30 septembre 2014 en hausse



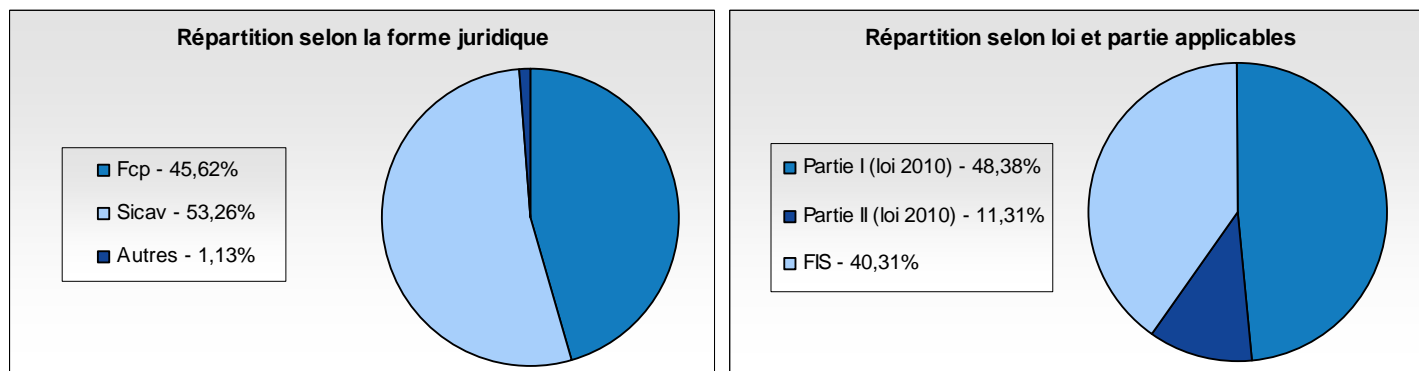
■ OPC

Statistiques trimestrielles sur l'industrie des organismes de placement collectif

Situation au 30 septembre 2014

En plus des statistiques mensuelles, la lettre d'information reprend tous les trois mois des informations plus détaillées sur le secteur des fonds d'investissement, notamment en ce qui concerne l'origine des promoteurs et la politique d'investissement des OPC.

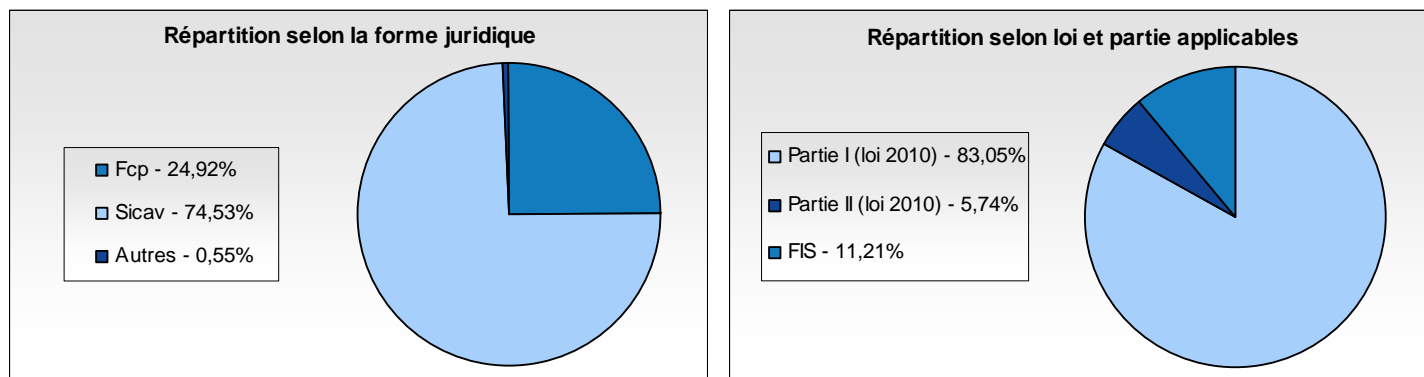
Nombre d'OPC



Loi, partie / forme juridique	FCP	SICAV	Autres	Total
Partie I (loi 2010)	1.085	802	0	1.887
Partie II (loi 2010)	209	228	4	441
FIS	485	1.047	40	1.572
TOTAL	1.779	2.077	44	3.900

Commission de Surveillance du Secteur Financier

Actifs nets des OPC



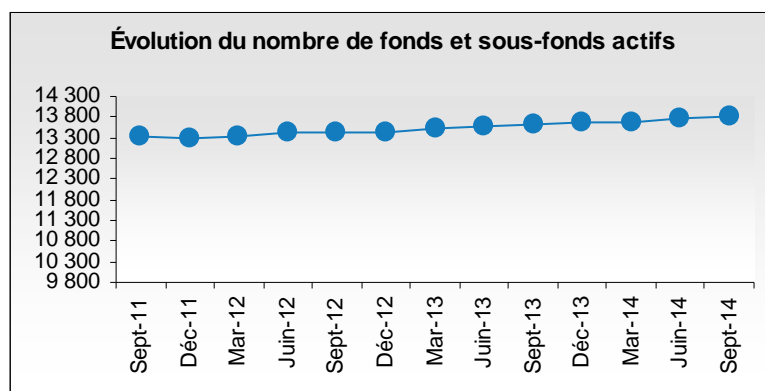
Loi, partie / forme juridique (en mia EUR)	FCP	SICAV	Autres	Total
Partie I (loi 2010)	536,395	1.960,640	0,000	2.497,035
Partie II (loi 2010)	75,226	96,498	0,857	172,581
FIS	137,648	183,730	15,768	337,146
TOTAL	749,269	2.240,868	16,625	3.006,762

Origine des promoteurs des OPC luxembourgeois

	Actifs nets (en mia EUR)	En %
Etats-Unis	677,363	22,5 %
Royaume-Uni	492,420	16,4 %
Allemagne	444,816	14,8 %
Suisse	421,222	14,0 %
Italie	246,278	8,2 %
France	221,294	7,4 %
Belgique	136,571	4,5 %
Luxembourg	68,634	2,3 %
Pays-Bas	63,110	2,1 %
Suède	51,486	1,7 %
Autres	183,568	6,1 %
TOTAL	3.006,762	100 %

Commission de Surveillance du Secteur Financier

Evolution du nombre d'unités



Politique d'investissement des OPC luxembourgeois

	Actifs nets (en mia EUR)
VM à revenu fixe (*)	1.209,255
VM à revenu variable (**)	909,624
VM diversifiées (***)	626,871
Fund of funds (****)	188,969
Liquidités	3,467
Immobilier	32,565
Futures, options, warrants	14,069
Divers (*****)	21,942
TOTAL	3.006,762

(*) dont 241,965 milliards d'euros en instruments du marché monétaire et autres titres à court terme

(**) dont 8,768 milliards d'euros en valeurs mobilières non cotées et 0,292 milliards d'euros en capitaux à risque élevé

(***) dont 5,309 milliards d'euros en valeurs mobilières non cotées et 0,603 milliards d'euros en capitaux à risque élevé

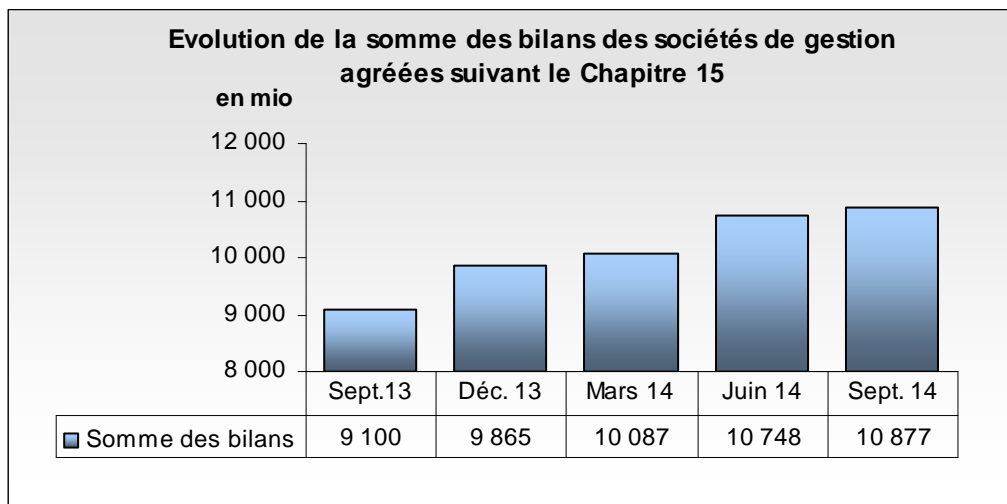
(****) dont 1,494 milliards d'euros en valeurs mobilières non cotées et 0,035 milliards d'euros en capitaux à risque élevé

(*****) dont 0,187 milliards d'euros en capitaux à risque élevé

Commission de Surveillance du Secteur Financier

■ SOCIETES DE GESTION AGREEES SUIVANT LE CHAPITRE 15 DE LA LOI 2010

Somme des bilans des sociétés de gestion agréées suivant le Chapitre 15 au 30 septembre 2014 en hausse



■ SICAR

Depuis la publication de la dernière Newsletter, la **SICAR** suivante a été **radiée** de la liste officielle des SICAR régies par la loi du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR) :

- RBS PPP INVESTMENTS S.C.A. SICAR, 46A, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg

Au 11 novembre 2014, le nombre de SICAR inscrites sur la liste officielle s'élevait à **284 unités**.

■ FONDS DE PENSION ET ORGANISMES DE TITRISATION

Au 10 novembre 2014, **15 fonds de pension** sous forme de société d'épargne-pension à capital variable (sepcav) et d'association d'épargne-pension (assep) étaient **inscrits** sur la liste officielle des fonds de pension régis par la loi du 13 juillet 2005.

A la même date, **16** professionnels étaient agréés pour exercer l'activité de **gestionnaire de passif** pour les fonds de pension soumis à la loi du 13 juillet 2005.

Le nombre des **organismes de titrisation agréés** par la CSSF conformément à la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation s'élevait à **32 unités** au 10 novembre 2014.

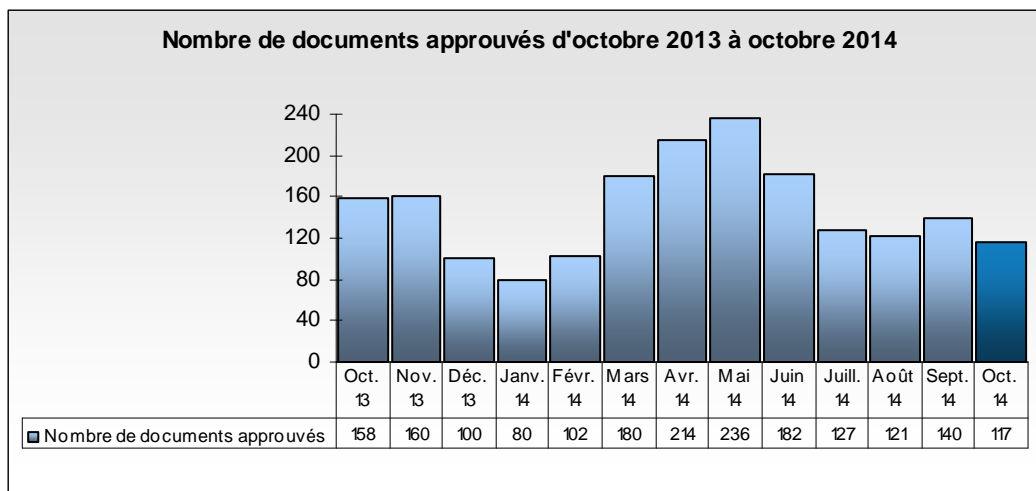
■ SUPERVISION PUBLIQUE DE LA PROFESSION DE L'AUDIT

La supervision publique de la profession de l'audit couvre, au 31 octobre 2014, **66 cabinets de révision agréés** et **246 réviseurs d'entreprises agréés**. S'y ajoutent **48 contrôleurs et entités d'audit de pays tiers** dûment enregistrés en application de la loi du 18 décembre 2009 relative à la profession de l'audit.

Commission de Surveillance du Secteur Financier

■ PROSPECTUS POUR VALEURS MOBILIERES EN CAS D'OFFRE AU PUBLIC OU D'ADMISSION A LA NEGOCIATION SUR UN MARCHÉ REGLEMENTE (PARTIE II ET PARTIE III, CHAPITRE 1 DE LA LOI RELATIVE AUX PROSPECTUS POUR VALEURS MOBILIERES)

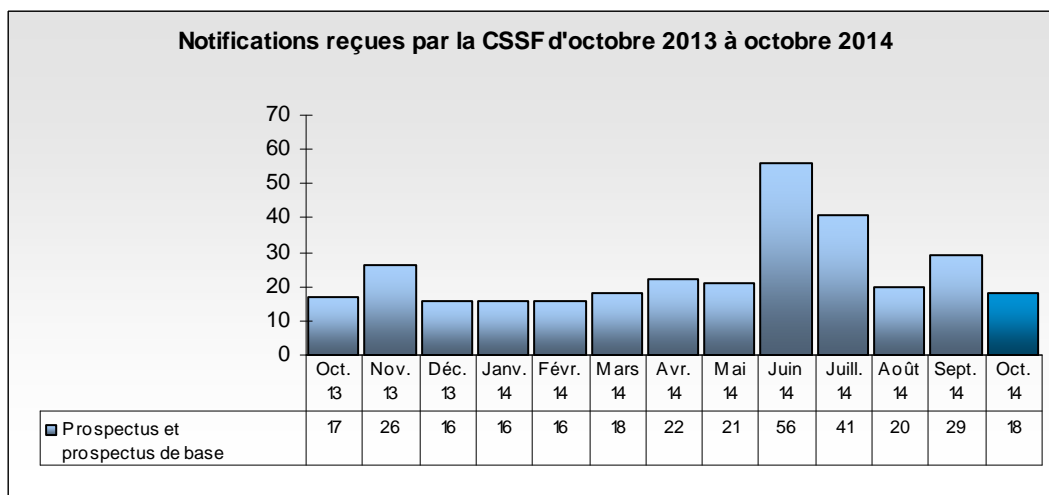
1. Approbations par la CSSF



Au cours du mois d'octobre 2014, la CSSF a approuvé sur base de la loi prospectus un total de 117 documents, qui se répartissent comme suit :

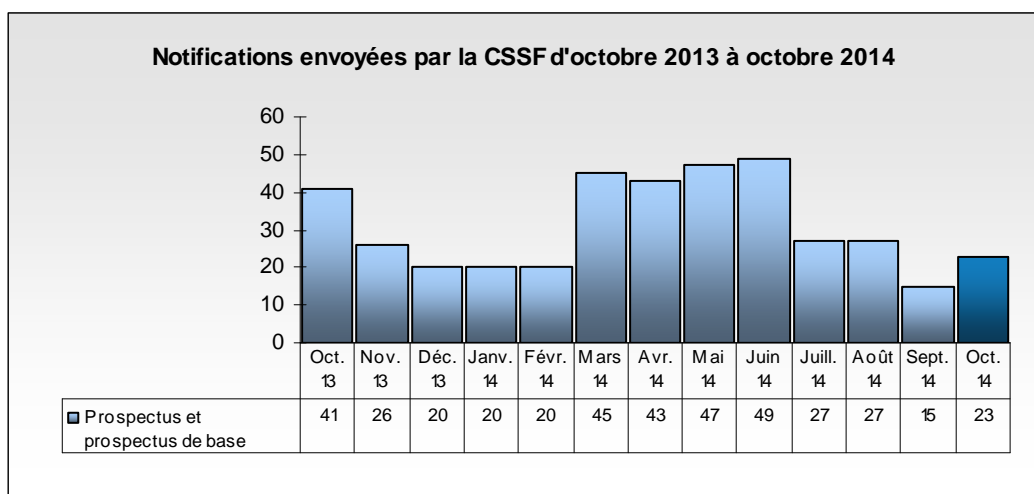
prospectus de base :	24	(20,51 %)
autres prospectus :	31	(26,50 %)
suppléments :	62	(52,99 %)

2. Notifications reçues par la CSSF de la part des autorités compétentes d'autres Etats membres de l'EEE



Au cours du mois d'octobre 2014, la CSSF a reçu de la part des autorités compétentes d'autres Etats membres de l'Espace économique européen 18 notifications relatives à des prospectus et prospectus de base ainsi que 34 notifications relatives à des suppléments.

3. Notifications envoyées par la CSSF vers des autorités compétentes d'autres Etats membres de l'EEE

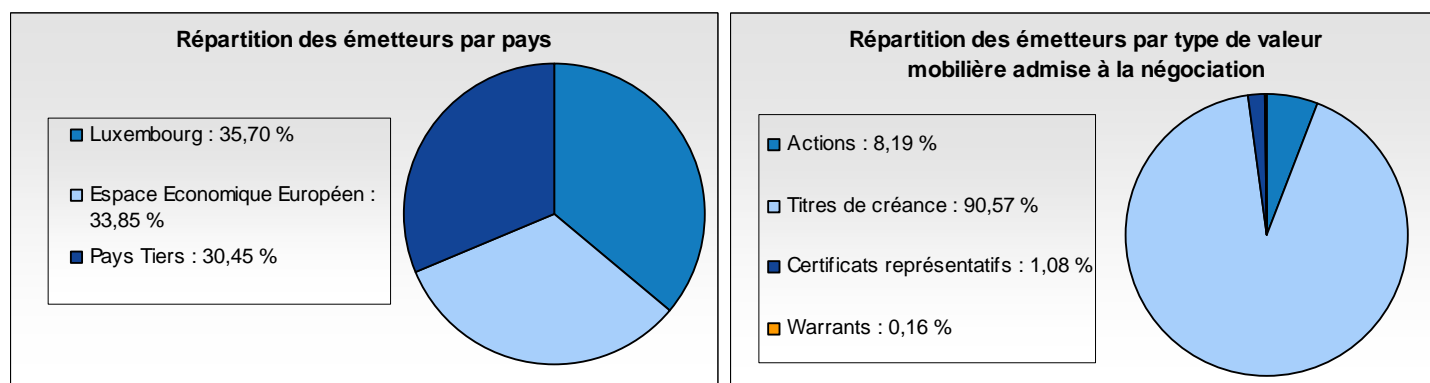


Au cours du mois d'octobre 2014, la CSSF a envoyé vers des autorités compétentes d'autres Etats membres de l'Espace économique européen 23 notifications relatives à des prospectus et prospectus de base ainsi que 35 notifications relatives à des suppléments⁵.

■ EMETTEURS DE VALEURS MOBILIERES DONT LE LUXEMBOURG EST L'ETAT MEMBRE D'ORIGINE EN VERTU DE LA LOI DU 11 JANVIER 2008 RELATIVE AUX OBLIGATIONS DE TRANSPARENCE SUR LES EMETTEURS DE VALEURS MOBILIERES (LA « LOI TRANSPARENCE »)

Depuis le 7 octobre 2014, quatre émetteurs ont désigné le Luxembourg comme Etat membre d'origine pour les besoins de la Loi Transparence.

Au 10 novembre 2014, 647 émetteurs sont repris sur la liste des émetteurs dont le Luxembourg est l'Etat membre d'origine en vertu de la Loi Transparence et sont donc soumis à la surveillance de la CSSF.



⁵ Ces chiffres correspondent au nombre de prospectus, prospectus de base et suppléments pour lesquels la CSSF a envoyé une ou plusieurs notifications. Dans le cas de notifications envoyées à des dates différentes et/ou dans plusieurs Etats membres, seule la première est prise en compte dans le calcul des statistiques. Ainsi, chaque document notifié dans un ou plusieurs Etats membres n'est compté qu'une seule fois.

LISTES OFFICIELLES

■ NOUVELLE APPLICATION « ENTITES SURVEILLEES »

Suite à la mise en place du nouvel outil de recherche « Entités Surveillées » sur notre site Internet à l'adresse : <http://supervisedentities.cssf.lu/index.html?language=fr#Home>, tous les changements qui ont eu lieu au cours des deux derniers mois peuvent désormais être consultés en ligne sous « Changements récents » et téléchargés sous forme de fichier PDF ou CSV.

■ RETRAITS DECIDES PAR LA CSSF :

Une décision portant retrait du fonds d'investissement spécialisé **CLEARNESS INVESTMENT FUND S.C.A., SICAV-SIF** de la liste officielle des fonds d'investissement spécialisés a été prise par la CSSF en date du 15 octobre 2014.

Une décision portant retrait du fonds d'investissement spécialisé **CASADORES INVESTMENTS, SCA-SICAV-SIF** de la liste officielle des fonds d'investissement spécialisés a été prise par la CSSF en date du 10 September 14.

Commission de Surveillance du Secteur Financier

PLACE FINANCIERE

Les principaux chiffres actualisés concernant la place financière :

			Comparaison annuelle
Banques	Nombre (11/11/2014)	148	↗ 1 entité
	Somme des bilans (31/08/2014)	EUR 755,280 mia	↗ EUR 17,355 mia
	Résultat avant provision (30/09/2014)	EUR 4,25 mia	↘ EUR 0,02 mia
Etablissements de paiement	Nombre (11/11/2014)	9 dont 1 succursale	↗ 4 entités
Etablissements de monnaie électronique	Nombre (11/11/2014)	6	↗ 1 entité
OPC	Nombre (11/11/2014)	Partie I loi 2010 : 1.888	↗ 76 entités
		Partie II loi 2010 : 436	↘ 94 entités
		FIS : 1.585	↗ 30 entités
		TOTAL : 3.909	↗ 12 entités
	Patrimoine global net (30/09/2014)	EUR 3.006,762 mia	↗ EUR 467,562 mia
Sociétés de gestion (Chapitre 15)	Nombre (31/10/2014)	206	↗ 17 entités
	Somme des bilans (30/09/2014)	EUR 10,877 mia	n/a
Sociétés de gestion (Chapitre 16)	Nombre (31/10/2014)	180	↘ 18 entités
Gestionnaires de FIA	Nombre (12/11/2014)	147	↗ 139
SICAR	Nombre (11/11/2014)	284	↗ 5 entités
Fonds de pension	Nombre (10/11/2014)	15	↗ 1 entité
Organismes de titrisation agréés	Nombre (10/11/2014)	32	↗ 2 entités
Entreprises d'investissement	Nombre (11/11/2014)	110 dont 7 succursales	↘ 2 entités
	Somme des bilans (30/09/2014)	EUR 3,466 mia	↘ EUR 68 mio
	Résultat net provisoire (30/09/2014)	EUR 118,622 mio	↘ EUR 187,619 mio
PSF spécialisés	Nombre (11/11/2014)	128	↗ 2 entités
	Somme des bilans (30/09/2014)	EUR 11,051 mia	↗ EUR 245 mio
	Résultat net provisoire (30/09/2014)	EUR 296,330 mio	↗ EUR 104,962 mio
PSF de support	Nombre (11/11/2014)	82	↘ 1 entité
	Somme des bilans (30/09/2014)	EUR 1,104 mia	↗ EUR 212,677 mio
	Résultat net provisoire (30/09/2014)	EUR 52,34 mio	↗ EUR 20,35 mio
Emetteurs de valeurs mobilières dont le Luxembourg est l'Etat membre d'origine en vertu de la Loi Transparence	Nombre (10/11/2014)	647	↗ 12 entités
Supervision de la profession de l'audit	Nombre (31/10/2014)	66 cabinets de révision agréés	↘ 6 entités
		246 réviseurs d'entreprises agréés	↗ 17 personnes
		48 contrôleurs et entités d'audit de pays tiers	↘ 5 entités
Emploi (30/09/2014)	Banques	26.151 personnes	↘ 80 personnes
	Sociétés de gestion (chapitre 15)	3.339 personnes	↗ 322 personnes
	Entreprises d'investissement	2.347 personnes	↘ 347 personnes
	PSF spécialisés	3.386 personnes	↗ 263 personnes
	PSF de support	9.016 personnes	↗ 82 personnes
	Total	44.239 personnes	↗ 240 personnes*

*Cette évolution ne correspond pas à une création ou perte nette d'emplois, mais comprend des transferts d'emplois existants du secteur non-financier vers le secteur financier et vice versa.